



Conseil de sécurité

Distr. générale
10 septembre 2020
Français
Original : anglais

Lettre datée du 8 septembre 2020, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des pays membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des exposés présentés par M^{me} Deborah Lyons, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, et M. Saad Mohseni, Directeur général de MOBY Group, ainsi que des déclarations faites par les représentantes et représentants de la Belgique, de la République dominicaine, de la France, de l'Allemagne, de l'Indonésie, du Niger, de la Fédération de Russie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de l'Afrique du Sud, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique, à l'occasion de la visioconférence portant sur « La situation en Afghanistan », tenue le jeudi 3 septembre 2020.

Conformément à l'accord auquel sont parvenus les membres du Conseil pour cette visioconférence, les délégations des États et de l'entité ci-après ont soumis des déclarations écrites, dont le texte est également joint : l'Australie, l'Union européenne, la République islamique d'Iran, le Japon et la Turquie.

Conformément à la procédure décrite dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été convenue en raison des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le texte des exposés et des déclarations sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil de sécurité
(Signé) Abdou **Abarry**



Annexe I

Exposé de M^{me} Deborah Lyons, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

À l'heure où je vous parle, les Afghans représentant la République islamique d'Afghanistan se préparent à s'asseoir avec les représentants des Taliban pour discuter d'un règlement politique du conflit. Il s'agit là d'un moment véritablement historique. Après quatre décennies de guerre, le peuple afghan a plus de raisons que jamais d'espérer que ce conflit dévastateur puisse prendre fin.

Ce sera un processus long et difficile. Déjà, la phase des discussions préliminaires a soulevé des questions difficiles liées à la libération des prisonniers, qui ont pris un certain temps à résoudre. Le moment venu, les négociations devront aborder toute une série de questions fondamentales sur le type de pays que les Afghans souhaitent. Elles ne peuvent être réglées que par des Afghans qui discutent avec d'autres Afghans. Les solutions ne peuvent être trouvées sur le champ de bataille ni imposées de l'extérieur.

Dans le même temps, les Afghans ont besoin de notre appui et le méritent pour que la paix, lorsqu'elle adviendra, puisse être pérennisée. Je voudrais aujourd'hui consacrer un peu de temps à informer le Conseil des efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour préparer le terrain pour la paix, ainsi que du rôle joué par la communauté internationale dans le processus de paix.

Malgré un optimisme prudent, le niveau de violence sur le champ de bataille reste très préoccupant. Ces dernières semaines ont vu un nombre presque record d'incidents de sécurité, notamment des attaques flagrantes perpétrées par des auteurs de troubles contre des civils impliqués dans le processus de paix.

Nous devons garder à l'esprit les terribles conséquences de cette violence. Le conflit continue de tuer ou de blesser des centaines d'Afghans chaque semaine. Il a déplacé des millions de personnes, dont la plupart n'ont aucune perspective immédiate de retourner dans leurs foyers. Il entrave l'accès humanitaire, privant de nombreuses personnes d'une assistance vitale et freinant la réponse à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Et, alors que nous attendons les pourparlers de paix, il crée une atmosphère de méfiance qui risque de faire dérailler les négociations.

Rappelons ce que quatre décennies de guerre ont apporté à l'Afghanistan. En dépit de progrès significatifs au cours des deux dernières décennies, l'Afghanistan reste l'un des pires endroits au monde pour être une femme ou un enfant. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, les Afghans constituent la plus grande population de réfugiés de longue durée en Asie et la deuxième population de réfugiés au monde. Après deux décennies d'une aide financière substantielle de la part des donateurs, des millions d'Afghans continuent de vivre dans des conditions d'extrême pauvreté. Alors que nous félicitons l'Afrique de l'élimination de la poliomyélite sur le continent, nous sommes confrontés à une statistique peu réjouissante : l'Afghanistan est désormais l'un des deux seuls pays au monde où cette maladie menace encore la santé de la population.

Mais ce n'est pas une fatalité. Nous continuons à appeler toutes les parties à réduire le niveau de violence. Comme de nombreux Afghans, nous espérons que l'un des premiers points à l'ordre du jour des négociations intra-afghanes sera un cessez-le-feu humanitaire. Pour les personnes les plus vulnérables d'Afghanistan, l'enjeu ne saurait être plus important. J'exhorte tous les États Membres à amplifier cet appel lorsque les négociations débiteront.

Les prochains jours verront, espérons-le, le lancement officiel des négociations intra-afghanes. Nous remercions les États Membres, dont le Qatar, les États-Unis et le Pakistan, qui ont déployé des efforts diplomatiques intenses pour que nous puissions arriver à ce point. Pour sa part, l'ONU œuvrera avec les partenaires internationaux pour appuyer les deux parties et les pays hôtes tout au long du processus. Mais un processus de paix, et même un accord de paix, ne fait pas la paix. Chacun d'entre nous doit jouer son rôle pour créer un environnement propice aux pourparlers de paix. Parallèlement, nous devons veiller à ce que le terrain soit préparé pour que la paix prospère une fois qu'un accord aura été conclu.

L'une des principales questions pour l'ONU sera le rôle des droits de l'homme dans l'instauration d'une paix pérenne. Nous savons par expérience que les processus de paix sont plus robustes lorsqu'ils prennent en compte les préoccupations des victimes de la guerre. C'est pourquoi nous avons entamé un dialogue avec les parties au conflit sur l'inclusion de la voix des victimes dans les négociations de paix et sur les mécanismes permettant d'intégrer une justice centrée sur elles. C'est un sujet difficile mais il est essentiel. Ce n'est que lorsque les doléances des victimes seront reconnues et prises en compte qu'une véritable réconciliation sera possible.

Nous avons également beaucoup parlé dans cette enceinte de la nécessité d'inclure les femmes dans le processus. Tout récemment, j'ai été impressionnée par les déclarations d'appui aux femmes afghanes faites par les États Membres dans le cadre de la réunion organisée selon la formule Arria en juillet.

Parler, toutefois, ne suffira pas. Les droits des femmes apparaissent déjà comme l'un des problèmes les plus épineux auxquels sont confrontées les parties au conflit alors qu'elles entament les négociations et à propos duquel tout compromis pourrait poser un dilemme difficile aux États Membres. Cette question sera plus centrale dans le processus de paix afghan que dans toute autre négociation de paix de mémoire récente. À Kaboul, j'ai entamé une série de réunions avec un réseau national de femmes afghanes sur le processus de paix, qui nous donne un aperçu important de leurs préoccupations ainsi que des pistes possibles pour une participation plus importante.

Mais c'est la représentation des femmes à la table des négociations de paix qui offre la meilleure occasion de garantir que leurs droits sont respectés et que leur vision d'un Afghanistan pacifique est prise en compte. Je félicite les femmes membres de l'équipe de négociation de la République islamique et des autres structures de paix de leur action énergique et de leurs préparatifs de fond en vue des pourparlers intra-afghans. Nous n'avons pas connaissance d'une quelconque représentation féminine du côté des Taliban, mais nous gardons l'espoir qu'ils trouveront eux aussi un moyen d'inclure véritablement les femmes dans les négociations.

Le dynamisme des médias afghans sera également crucial pour favoriser une paix durable et sans exclusive. Je rends hommage à M. Mohseni pour son rôle de chef de file sur cette question, ainsi qu'aux nombreux journalistes afghans courageux qui ont pris des risques considérables dans le cadre de leur travail. La semaine prochaine, j'aurai ce qui, je l'espère, sera la première d'une série de réunions avec un consortium de médias nationaux pour discuter de la manière dont nous pouvons travailler avec les acteurs de la société civile pour stimuler un dialogue actif sur la façon dont ils conçoivent la paix.

La paix ne s'installera véritablement que si elle apporte des avantages matériels au peuple afghan. Cela aussi nécessitera une préparation substantielle de la part de tous les acteurs, à savoir le Gouvernement afghan, les pays de la région et la communauté internationale. Aux côtés du Gouvernement, nous avons travaillé avec la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et le secteur privé

pour identifier les défis qui se posent en matière de développement économique et les grands dividendes économiques associés à la paix.

La coopération régionale sera un élément fondamental dans cette entreprise, à la fois comme facteur de paix mais aussi parce qu'elle en sera un des grands bénéficiaires. C'est en approfondissant ses relations régionales dans les domaines du commerce et du transit, des infrastructures de liaison entre les pays, de la lutte contre les stupéfiants, de la circulation des personnes et du transfert de connaissances que l'Afghanistan pourra commencer à donner toute la mesure de son énorme potentiel encore inexploité et à tirer pleinement parti de sa situation stratégique au cœur de l'Asie.

Dans le même temps, un Afghanistan stable sera synonyme d'un environnement immédiat plus prospère. Dans l'esprit de la conférence de Tachkent, la Mission a mis en place un groupe de travail des ambassadeurs à Kaboul, qui réunit les six pays limitrophes de l'Afghanistan pour discuter du travail concret à réaliser dans des domaines thématiques clefs. Je me félicite de la réponse des six pays frontaliers – la Chine, l'Iran, le Pakistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan – et je continuerai à travailler avec eux, avec le Gouvernement et avec les nombreuses institutions des Nations Unies pour concrétiser tous les bienfaits que la paix en Afghanistan peut apporter. Plus cet exercice prendra de l'ampleur, plus nous le relierons à d'autres formats régionaux tels que le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie », la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan et l'Organisation de Shanghai pour la coopération, entre autres.

Pour que la paix s'enracine, l'Afghanistan aura besoin d'institutions publiques fortes et fiables. Je me félicite de ce que le Gouvernement ait annoncé la formation de son cabinet ainsi que les nominations au Haut Conseil pour la réconciliation nationale. Mais il reste beaucoup de travail à faire. Le dernier rapport de la MANUA sur la lutte contre la corruption a identifié d'importantes lacunes institutionnelles, qui ont entravé les progrès. Nous travaillons avec le Gouvernement, la société civile et les donateurs pour encourager des initiatives concrètes, notamment une stratégie globale de lutte contre la corruption et la création d'une commission indépendante de lutte contre la corruption.

Dans la perspective de la conférence des donateurs de novembre, la lutte contre la corruption est fondamentale pour accroître la confiance des bailleurs de fonds. À cet égard, nous travaillons en étroite collaboration avec les Coprésidents de la conférence, l'Afghanistan et la Finlande, ainsi qu'avec les ministères concernés et les donateurs, afin de faire en sorte que les priorités du Gouvernement correspondent aux attentes de la communauté internationale. Cette année, nous nous heurtons au défi supplémentaire que représente la crise budgétaire mondiale causée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui limitera probablement les engagements financiers des principaux donateurs. Mais nous sommes déterminés à aider l'Afghanistan à tirer le meilleur parti possible du soutien continu des donateurs. Tout comme la paix peut ouvrir la voie au développement, un soutien international continu en matière de développement est nécessaire pour consolider la paix.

Il convient de noter que la conférence des donateurs se déroulera parallèlement aux négociations intra-afghanes. Chacun de ces processus doit renforcer l'autre. Ensemble, ils fixeront le cap pour l'avenir de l'Afghanistan. C'est pourquoi nous avons des contacts réguliers avec les Taliban pour veiller à ce qu'ils soient bien informés des obligations de l'Afghanistan en tant que membre de la communauté mondiale, notamment grâce à des discussions élargies sur les questions de développement et de gouvernance, ainsi que dans le cadre de notre dialogue permanent sur les droits de la personne.

Cette année, l'Afghanistan a été frappé de plein fouet par la pandémie de COVID-19. Plus de 38 000 cas confirmés ont été signalés et plus de 1 400 personnes ont perdu la vie à cause de cette maladie, bien que les chiffres réels soient probablement plusieurs fois supérieurs. Des millions d'Afghans ont perdu leurs sources de revenus et leurs moyens de subsistance. Les enfants ont manqué des mois cruciaux de scolarité. Au passage – et malheureusement, comme c'est le cas dans de nombreux pays du monde –, les femmes ont été victimes d'une hausse de la violence fondée sur le genre. Reconstruire toutes ces vies sera une tâche difficile.

Je remercie les membres du Conseil pour leur soutien à la réponse nationale de l'Afghanistan à la COVID-19 et pour la préoccupation exprimée par nombre d'entre eux à l'égard de notre personnel sur le terrain. Heureusement, la situation semble s'être stabilisée depuis mon dernier exposé (S/2020/597, annexe I), mais la pandémie a considérablement affecté nos opérations, et nous ne savons pas ce que l'automne nous réserve.

Malgré ces difficultés, mettre en œuvre le mandat qui nous a été confié par le Conseil de sécurité au service du peuple afghan reste pour nous un privilège. Je suis convaincue que la prochaine fois que nous nous réunirons, nous discuterons des progrès qui auront été accomplis dans les négociations intra-afghanes. L'appui du Conseil et celui des voisins de l'Afghanistan et des donateurs internationaux seront essentiels à la réussite de ces négociations. Le peuple afghan a entendu les expressions de soutien des membres du Conseil et est reconnaissant de l'engagement continu des Nations Unies en faveur de son avenir. Nous sommes prêts à les aider de toutes les manières possibles.

Annexe II

Exposé de M. Saad Mohseni, Directeur général de MOBY Group

L'Afghanistan dans lequel je suis retourné en 2002 était un pays radicalement différent de celui que j'avais été contraint de quitter à la fin des années 70, les Taliban et leurs prédécesseurs ayant fait tout ce qu'ils pouvaient pour lui retirer ce qui faisait son charme et le priver de toute perspective et de tout progrès. Ce n'était plus le « Paris de l'Asie centrale » ainsi qu'on avait coutume de l'appeler. En fait, il n'a fallu que 20 années d'isolement pour anéantir un siècle d'État moderne et 1 500 ans d'histoire.

Mais beaucoup de choses se sont améliorées depuis 2002. Deux décennies d'édification de l'État et d'aide de la communauté internationale ont permis de réduire de moitié le taux de mortalité infantile et de faire passer le taux d'alphabétisation à près de 50 % de la population. Les étudiants représentent aujourd'hui un tiers de la population totale et le pays est mieux connecté que jamais. Nous sommes passés d'une absence totale de médias à plus de 100 chaînes de télévision et à des centaines de stations de radio, de journaux et de plateformes en ligne.

Malgré un accès limité à l'électricité, 95 % de la population regarde régulièrement la télévision, un média qui permet de voir ce qui se passe ailleurs qu'en Afghanistan. Il y a 33 millions d'abonnés à la téléphonie mobile, contre zéro en 2002. En outre, nous avons 12 millions d'abonnés à la transmission de données et à Internet par téléphone portable, soit un tiers de la population ayant accès à Internet.

Étant donné que je travaille dans le secteur des médias et de l'information, je voudrais mettre en avant le travail vital que la communauté internationale a accompli en termes de reconstruction de l'infrastructure juridique de l'Afghanistan et son soutien continu à ce secteur. Aujourd'hui, de l'Inde à l'Afrique du Nord, c'est notre pays qui compte les médias les plus libres. Ce n'est pas facile et ce n'est certainement pas sans risque, mais cela a permis à nos journalistes d'avoir la liberté de faire leur travail en toute intégrité.

Mon agence d'information, Tolo, a perdu à elle seule 11 de ses membres, tandis que la famille des médias a perdu 132 journalistes. Au total, il y a eu 1 600 incidents violents contre des journalistes et 30 attaques contre des organes de presse. Les Taliban ont revendiqué la responsabilité de quasiment chacune de ces attaques. Ce que nous avons à dire déplaît peut-être au Gouvernement, mais au moins nous ne craignons pas ce genre de représailles de sa part.

En dépit des nombreux obstacles et défis, l'Afghanistan a connu une formidable transformation. Avec une nette majorité du pays connectée et branchée, la moitié de la population qui vit dans des grandes villes et une économie qui s'est très fortement développée, l'Afghanistan est en plein essor.

Bien sûr, il y a des aspects négatifs. Des occasions ont été gâchées tant par les Afghans que par la communauté internationale. La corruption est un problème à tous les niveaux, et le pays reste aux prises avec une guerre meurtrière.

Et pourtant, l'Afghanistan, avec un âge médian de 18 ans – soit la nation la plus jeune en dehors de l'Afrique subsaharienne – reste une terre d'espoir. Avec une population qui devrait atteindre 100 millions d'habitants d'ici à 2060, l'Afghanistan sera le seizième pays le plus peuplé au monde.

Alors comment le Conseil de sécurité peut-il nous aider ? La tâche colossale consistant à réintégrer pleinement les Taliban dans la République afghane va nécessiter la participation du Conseil. Le Conseil pourra collectivement continuer à maintenir la pression tant que la communauté internationale gardera une position unifiée.

Il faut adopter une position ferme et cohérente en ce qui concerne les questions clefs. À titre d'exemple, un accord de cessez-le-feu total a été conclu avec les forces internationales, alors qu'une simple réduction de la violence suffisait aux Afghans. Cette position internationale n'est pas cohérente et encourage les Taliban à formuler de nouvelles exigences, ce qui complique davantage le processus et entraîne de nouvelles pertes en vies humaines.

Une condition de l'accord de Doha conclu avec les États-Unis est que les Taliban se dissocient d'autres organisations terroristes. L'ont-ils fait ? Comment cette condition sera-t-elle contrôlée et respectée à l'avenir ?

Le monde doit éviter d'enhardir les Taliban par des déclarations et des arrangements contradictoires. À l'approche imminente des pourparlers de paix, tant les Taliban que le Gouvernement afghan seront très attentifs à l'opinion mondiale. Par conséquent, les positions de la communauté internationale doivent être claires et unanimes.

Cela est particulièrement important en ce qui concerne la Constitution de la République afghane, que les Taliban veulent réécrire. Ce document a été rédigé à la suite des violations des droits humains commises par les Taliban et vise à prévenir de futures violations, en garantissant explicitement la protection des femmes et des minorités. La protection de ces droits doit être non négociable.

La communauté internationale dispose encore d'énormes moyens de pression grâce à l'aide qu'elle apporte. À l'avenir, la fourniture de cette aide doit être soumise à des conditions strictes.

Tout compromis sur les progrès réalisés après 2001 ne fera que renforcer leur position en tant qu'émirat islamique viable, au lieu de les intégrer dans le système actuel. Ce qui est certain, c'est que les Afghans ne veulent pas faire marche en arrière. Nous ne voulons pas 20 ans d'isolement et de souffrances supplémentaires.

En outre, l'Afghanistan reste vulnérable face à la politique régionale. L'ONU et ses Membres doivent s'attacher en priorité à faire en sorte que nos voisins respectent les règles du jeu. La majorité silencieuse et résignée des Afghans est incontestablement favorable à la poursuite de l'engagement international.

Je voudrais terminer en présentant les conclusions d'une enquête menée par le Saltzman Institute of War and Peace Studies auprès de 8 000 personnes dans tout le pays, qui a confirmé ce qui suit : 69 % de la population sont favorables à ce que l'Afghanistan soit une république, tandis que 7 % seulement sont favorables à ce qu'il soit un émirat ; 10 % seulement sont favorables à ce que l'Afghanistan soit dirigé par un chef religieux ; 35 % craignent qu'un retrait des forces internationales n'entraîne une intensification du conflit ; 42 % sont favorables au maintien de la présence de ces forces ; près de 70 % ont confiance dans le Gouvernement ; 65 % sont favorables au désarmement des Taliban ; et 95 % sont favorables à ce que les criminels de guerre et les auteurs de violations des droits humains soient mis en accusation et poursuivis en justice.

J'espère et je recommande que la communauté internationale continue de s'impliquer, au moins jusqu'à ce que cette nouvelle génération d'Afghans, dans laquelle elle a déjà tant investi, puisse trouver ses marques.

Annexe III

Déclaration de M^{me} Karen Van Vlierberge, Représentante permanente adjointe de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous remercions S. E. M^{me} Rula Ghani, Première Dame de l'Afghanistan; S. E. M^{me} Hasina Safi, Ministre des affaires féminines de l'Afghanistan; Mme Habiba Sarābi, membre de l'équipe de négociation; M^{me} Deborah Lyons, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan; et S. E. M^{me} Alya Ahmed Saif Al-Thani, Représentante permanente du Qatar, de leurs déclarations. Nous avons écouté attentivement leurs recommandations et leurs expériences, et je tiens à souligner qu'elles peuvent compter sur notre appui dans le cadre de leurs efforts.

Ces 20 dernières années, la société afghane a fait des progrès en ce qui concerne la réalisation des droits des femmes, tels que garantis par la Constitution afghane. Je tiens à féliciter le Gouvernement afghan pour sa diligence et ses efforts. Les femmes qui occupent des postes de responsabilité démontrent aujourd'hui, dans tous les secteurs de la société, pourquoi un pays ne devrait jamais exclure la moitié de ses talents.

Tous les yeux sont actuellement tournés vers les pourparlers de paix inter-afghans qui seront lancés à Doha. Je réitère l'importance de la participation pleine et entière de femmes de milieux différents et représentatifs aux pourparlers de paix. La participation des femmes doit être renforcée et tout accord futur doit garantir les droits humains des femmes et des filles. Nous nous joignons à l'appel de la grande majorité des Afghans, hommes et femmes, qui n'accepteront pas de faire marche en arrière vers une époque plus sombre.

Le niveau de violence en Afghanistan reste alarmant. Nous appelons toutes les parties à mettre immédiatement fin à ces souffrances inacceptables et nous soulignons l'importance de garantir le respect du principe de responsabilité. Parfois, les femmes sont spécifiquement prises pour cible, comme lors de la récente attaque odieuse contre une maternité à Kaboul, que le Conseil a condamnée dans les termes les plus forts. Nous condamnons également les actes de violence à l'encontre des organisations non gouvernementales dirigées par des femmes et à l'encontre des éducatrices, des travailleuses sanitaires, des femmes journalistes et des défenseuses des droits humains, notamment le meurtre de Fatima Khalil. En outre, nous sommes préoccupés par les informations faisant état d'une augmentation de cas de violence domestique et fondée sur le genre à la suite de la pandémie de coronavirus, et nous demandons instamment que les mesures et les politiques visant à faire face à la pandémie soient inclusives et tiennent compte des questions de genre.

Le conflit en Afghanistan est le conflit le plus meurtrier pour les enfants dans le monde. Nous sommes profondément préoccupés par l'ampleur et la gravité des graves violations des droits de l'enfant en Afghanistan. La protection des filles et des garçons doit être au centre de notre action. Nous exhortons toutes les parties à mettre rapidement en œuvre les recommandations adoptées par le Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés.

De notre côté, nous appuyons la mise en œuvre du plan d'action national relatif à la résolution 1325 (2000), en collaboration avec ONU-Femmes. Notre pays est également fier d'être membre du Groupe des amis des femmes en Afghanistan. L'Union européenne s'efforce de prévenir et de mettre fin aux violences à l'encontre des femmes en Afghanistan par l'entremise de l'Initiative Spotlight, lancée conjointement avec l'ONU.

Comme le soulignent les dernières conclusions du Conseil de l'Union européenne sur l'Afghanistan, tout appui futur de la Belgique ou de ses partenaires de l'Union européenne sera subordonné à l'engagement continu du pays à promouvoir et à protéger les droits des femmes et des filles.

La promotion des droits des femmes en Afghanistan s'inscrit dans le cadre du mandat du Conseil, qui renouvellera bientôt le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Nous espérons que la promotion de la participation des femmes et des droits des femmes restera au centre de ses travaux.

Annexe IV**Déclaration de la Mission permanente de la République dominicaine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens à remercier M^{me} Deborah Lyons de son exposé détaillé d'aujourd'hui. Je voudrais également remercier M. Saad Mohseni pour son excellente présentation sur la liberté des médias dans le pays.

Je voudrais tout d'abord présenter nos condoléances à la suite de l'attentat terroriste perpétré récemment dans un complexe pénitentiaire à Jalalabad le 2 août. Nos pensées vont aux familles des victimes, ainsi qu'aux personnes touchées par les inondations dévastatrices qui ont frappé le nord du pays la semaine dernière.

La République dominicaine se félicite de l'accord politique signé en mai entre le Président Ghani et M. Abdullah Abdullah, et nous saluons les efforts déployés pour nommer les membres du Cabinet. Nous sommes d'avis que la formation d'un gouvernement inclusif peut stabiliser le pays, faire avancer le processus de paix et renforcer la riposte contre la maladie à coronavirus (COVID-19), une tâche qui reste difficile.

De même, la nomination des membres du Haut Conseil pour la réconciliation nationale est une illustration claire de mesures constructives qui ouvriront la voie à de véritables négociations de paix. Dans le cadre d'un processus aussi ardu, il est essentiel que des mesures constructives continuent d'être prises.

Il s'agit d'un moment historique pour l'Afghanistan. C'est un premier pas sur un long chemin vers la paix. Dans ce contexte, nous craignons que les acquis obtenus à grand prix par les femmes ne soient compromis, surtout si un accord de paix ne porte que sur des questions centrales de sécurité liées au terrorisme. La protection des droits des femmes, la protection des enfants et la prise en compte des besoins des jeunes Afghans doivent figurer parmi les principaux objectifs de ce processus et de tout accord futur.

C'est pourquoi nous encourageons un processus inclusif dirigé par les Afghans, avec la participation pleine, égale et effective des femmes et des jeunes, afin de parvenir à une solution durable qui comporte des garanties pour la protection et la promotion des droits fondamentaux et de la liberté de tous les Afghans.

Nous sommes extrêmement préoccupés par la situation sécuritaire dans le pays. Même si les cessez-le-feu de l'Eïd al-Fitr et de l'Eïd al-Adha ont été l'occasion d'une pause, le conflit reste l'un des plus meurtriers au monde.

Nous déplorons dans les termes les plus forts les attaques contre les civils, en particulier les femmes, les enfants, les défenseurs des droits de l'homme, les employés des médias et les militants de la société civile. Nous appelons toutes les parties à cesser ces violences et à établir immédiatement un cessez-le-feu humanitaire. Nous réitérons que toutes les parties au conflit doivent honorer leurs obligations découlant du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et prendre immédiatement des mesures pour prévenir les victimes civiles.

Nous reconnaissons les progrès réalisés par le Gouvernement afghan en matière de protection de l'enfance, notamment en ce qui concerne la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants, conformément au plan d'action, par le biais de la loi sur la protection des droits de l'enfant.

Mais l'Afghanistan reste le pays le plus meurtrier pour les enfants. Les attaques contre les écoles et les hôpitaux se poursuivent, de même que l'augmentation des mariages d'enfants et de la violence sexuelle et fondée sur le genre, exacerbée

par les normes sociales et l'inégalité des sexes. Depuis l'épidémie de COVID-19, on a constaté une augmentation de plus de 100 % du recrutement et de l'enlèvement d'enfants par les forces et groupes armés.

Nous exhortons les parties au conflit à remplir leurs obligations en vertu du droit international et demandons au Gouvernement afghan de faire passer rapidement la loi sur la protection de l'enfance au Parlement afin de prévenir de futures violations à l'encontre des enfants. Nous demandons également la libération des enfants détenus pour leur association réelle ou présumée avec des groupes armés et qu'ils soient traités comme des victimes.

Le pays est confronté à des conditions économiques difficiles pendant la pandémie de COVID-19. L'Afghanistan a besoin d'une aide internationale continue et fiable pour répondre aux besoins humanitaires immédiats et aux défis économiques et sociaux à long terme. Nous saluons l'étroite coopération du Gouvernement afghan avec l'ONU et d'autres organismes internationaux, et nous demandons instamment à toutes les parties de continuer à coopérer pleinement avec les organismes des Nations Unies et les autres parties prenantes.

Enfin, la République dominicaine reconnaît le rôle important que joue la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan par ses contributions exceptionnelles, notamment lors de la pandémie de COVID-19.

Annexe V

Déclaration de M^{me} Nathalie Broadhurst Estival, Représentante permanente adjointe de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : anglais et français]

J'aimerais commencer en remerciant les intervenants, la Représentante spéciale du Secrétaire général, Deborah Lyons, la Représentante permanente de l'Afghanistan Adela Raz, ainsi que Saad Mohseni, dont la présentation nous a rappelé l'attention que nous devons porter à la liberté de la presse et la sécurité des journalistes, partout dans le monde bien sûr, mais en particulier en Afghanistan.

Alors que les négociations inter-afghanes de paix pourraient débuter rapidement, j'aimerais rappeler que le processus de paix ne pourra réussir durablement que si les acquis démocratiques et en matière des droits de l'homme des vingt dernières années sont préservés. Nous ne pourrions accepter de retour en arrière. Les droits de l'homme, la liberté de la presse, la participation effective des femmes à la vie politique, la prise en compte des besoins des victimes du conflit sont autant de conditions *sine qua non* d'une paix durable. Le Gouvernement afghan s'est engagé dans la voie de la paix en prenant des mesures de confiance et en nommant une équipe de négociation. Il revient aux Talibans de respecter les engagements qu'ils ont pris au titre de l'accord du 29 février 2020, notamment en rompant leurs liens avec les organisations terroristes internationales, en particulier Al-Qaïda et Daech. La réduction de la violence doit être une priorité pour créer les conditions propices au lancement des négociations inter-afghanes.

Le conflit en Afghanistan continue de coûter la vie à de trop nombreux civils, en particulier les femmes et les enfants. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui continue de se propager, aggrave fortement la situation humanitaire. Les attaques contre les civils et contre les infrastructures de santé sont absolument inacceptables. Tout doit être fait pour mettre en œuvre la résolution 2532 (2020), avec la mise en place immédiate d'une cessation des hostilités et d'une pause humanitaire. Le respect du droit international humanitaire est une obligation qui s'impose bien entendu à toutes les parties. La protection des civils, des femmes et des enfants, y compris des personnels humanitaires et médicaux doit être une priorité absolue.

Par ailleurs, le développement économique et social de l'Afghanistan doit se poursuivre, avec l'aide de la communauté internationale et son soutien, et je me réjouis à cet égard de l'avancée des préparatifs de la conférence des donateurs qui aura lieu à la fin de l'année. Je veux toutefois rappeler que le soutien de l'Union européenne sera conditionné au respect de principes clés, notamment en matière de gouvernance démocratique et en matière de respect des droits de l'homme. Le développement de l'Afghanistan ne sera soutenable qu'en poursuivant par ailleurs le combat contre le fléau que représente la drogue, en veillant à soutenir parallèlement le développement économique et social du pays. La persistance du trafic de drogues alimente en effet, nous le savons tous, les groupes terroristes et elle met en danger la vie de milliers d'Afghans. Les engagements pris en matière de lutte contre la drogue comme de lutte contre le terrorisme et de respect des droits fondamentaux doivent être respectés. L'Afghanistan demeurera lié par les Conventions internationales librement ratifiées, notamment celles relatives au respect des droits de l'homme.

En conclusion, j'aimerais redire que nous devons, plus que jamais, rester unis, la communauté internationale doit rester unie pour soutenir la trajectoire de l'Afghanistan vers la paix, la stabilité, la démocratie et le développement économique

et social. La France continuera de se tenir aux côtés du peuple afghan et de soutenir pleinement le processus de paix.

J'aimerais enfin saluer le rôle essentiel de l'ONU et de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, dont nous allons renouveler le mandat ce mois-ci, et bien sûr de la Représentante spéciale du Secrétaire général, Deborah Lyons, qui a notre soutien absolu et que je remercie.

Annexe VI**Déclaration de M. Günter Sautter, Représentant permanent adjoint de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Ma première remarque porte sur les récentes flambées de violence que nous avons observées en Afghanistan. En mars, le Secrétaire général a appelé à un cessez-le-feu mondial. En juillet, le Conseil de sécurité a fait de même. La semaine prochaine, une discussion sera organisée au Conseil de sécurité sur la suite donnée à ces appels. Une fois de plus, la violence en Afghanistan a fait de nombreuses victimes. Les attaques de haut niveau que les Taliban continuent de lancer contre les forces de sécurité afghanes, comme l'escalade actuelle autour de Konduz, sont diamétralement opposées à la création d'un environnement propice aux négociations de paix. Les récents assassinats ciblés sont des crimes particulièrement odieux qui doivent cesser immédiatement. Nos pensées vont aux familles des victimes.

En ce qui concerne le processus de paix, un règlement politique négocié et inclusif, pris en charge et dirigé par le peuple afghan, y compris les femmes afghanes, est vital. Tous les pourparlers et négociations doivent faire fond sur les progrès qui ont déjà été réalisés en matière de droits humains, notamment les droits des femmes, des filles et des minorités. Il est fort possible que nous assistions très prochainement au début de négociations inter-afghanes. J'ai suivi avec beaucoup d'attention l'exposé de Mme Deborah Lyons, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui nous a dit qu'il s'agissait d'une question de jours, et non de semaines. Le Conseil de sécurité devrait s'en féliciter. La communauté internationale doit encourager les deux parties à prendre des mesures constructives et de renforcement de la confiance en vue de la réussite des négociations et d'instaurer la paix. L'Allemagne continuera à appuyer ce processus en étroite coopération avec ses partenaires, dont notre corédacteur, l'Indonésie, ainsi que la Norvège, l'Ouzbékistan, le Qatar et les États-Unis. Nous recommandons vivement que l'ONU joue un rôle actif.

Je voudrais dire un mot au sujet de la MANUA. Nous saluons le rôle important que la Mission joue en se mobilisant auprès des parties au conflit et en apportant son appui aux préparatifs des négociations, mais également en coordonnant l'aide internationale, notamment pendant la pandémie de coronavirus (COVID-19). Les membres du Conseil doivent continuer à apporter leur appui à cette mission essentielle. L'Allemagne et l'Indonésie ont commencé à prendre contact avec les membres du Conseil en vue de la prorogation de son mandat. J'appelle toutes les parties à aborder les négociations dans un esprit de coopération. Faisons fond sur les progrès réalisés lors des dernières négociations en septembre 2019. L'ONU doit continuer à jouer un rôle important en Afghanistan. La protection des droits de l'homme, la sauvegarde des droits des femmes et des enfants et la promotion du développement durable en Afghanistan resteront des tâches importantes pour l'ONU et la communauté internationale.

Cela m'amène à parler de la COVID-19 et du rôle futur de l'aide internationale. Nous savons tous que les conséquences de la crise due à la COVID-19 se feront sentir en Afghanistan pendant des années. Au-delà de la sûreté et de la sécurité, l'Afghanistan a besoin d'une aide internationale continue et fiable pour répondre aux besoins humanitaires immédiats et pour relever les défis économiques et sociaux à long terme qui l'attendent. La conférence sur l'Afghanistan en 2020, qui sera organisée conjointement par la Finlande et l'Afghanistan à Genève, permettra de prendre la mesure de cette assistance future. Il est essentiel de garantir un financement continu si nous voulons réduire au minimum le risque que les progrès réalisés au cours des 19 dernières années soient compromis, ce que M. Saad Mohseni, Président et

Directeur général de MOBY Group, vient de rappeler dans sa déclaration édifiante. Cet engagement doit être fondé sur la compréhension commune que l'Afghanistan continuera d'avancer sur la voie de la réforme et respectera les droits humains reconnus à l'échelle internationale, en particulier les droits des femmes, des filles et des minorités. Je pense qu'il est important de garder cela à l'esprit du point de vue politique.

Pour terminer, je voudrais poser une question à M. Mohseni. Nous nous félicitons de l'engagement pris par le Gouvernement d'amender la loi concernant les organisations non gouvernementales. J'aimerais savoir ce qu'il pense de l'attitude du Gouvernement à l'égard des organisations non gouvernementales et du processus de réforme. Je voudrais également féliciter le peuple afghan pour les progrès accomplis en matière de liberté de la presse dans le pays. L'Afghanistan obtient d'assez bons résultats en ce qui concerne les indices de liberté de la presse. Quelles sont les perspectives futures à son avis, compte tenu du processus de paix à venir ?

Annexe VII

Déclaration de M. Dian Triansyah Djani, Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie M^{me} Deborah Lyons, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan, et M. Saad Mohseni, pour leurs exposés très instructifs. Je tiens également à remercier l'Ambassadrice Adela Raz pour sa déclaration.

L'Allemagne, notre co-rédacteur, a beaucoup parlé, je vais donc simplement ajouter quelques points.

Bien que le moment actuel présente certaines difficultés, il est riche également des espoirs du peuple afghan de disposer d'une patrie pacifique, unie et prospère. Malgré des années de conflit, de terrorisme, de déplacements, de pauvreté, de catastrophes naturelles et, maintenant, de la maladie à coronavirus qui fait payer un lourd tribut, le peuple afghan a remarquablement bien résisté. Le lancement potentiel du processus de paix est une lueur d'espoir, non seulement pour le peuple afghan, mais aussi pour le monde entier. Le Conseil et les partenaires de l'Afghanistan doivent également jouer leur rôle efficacement pour contribuer à ce que les sacrifices des Afghans ordinaires ne soient pas vains.

En réponse aux exposés, qu'il me soit permis de me concentrer sur trois points.

Premièrement, nous devons faire avancer les négociations intra-afghanes. Il est indéniable que le monde attend maintenant que les négociations intra-afghanes commencent. À notre avis, ce serait un moment historique, car les négociations ouvriraient enfin la voie à la possibilité pour les parties de discuter de ce à quoi ressemblera un futur Afghanistan stable et prospère.

Il est très encourageant de constater que les principales parties afghanes ont toutes exprimé leur volonté de s'engager dans de véritables négociations intra-afghanes.

L'Indonésie souligne que les négociations de paix dirigées et contrôlées par les Afghans doivent commencer sans délai. Il est fondamental que la pluralité de la société afghane, y compris les femmes et les minorités, soit prise en compte dans ces négociations. Au cours des 19 dernières années, l'Afghanistan a connu de profonds changements. Les femmes et d'autres groupes participent de plus en plus à la vie publique. Les progrès en matière de droits de l'homme ne doivent pas être réduits à néant. Les médias, les défenseurs des droits de l'homme et la société civile ont un rôle extrêmement important à jouer dans le cadre du processus de paix qui est en train de se mettre en place.

Deuxièmement, la priorité doit être donnée à la réduction de la violence et à la protection des civils. Bien que les principales parties aient exprimé leur appui aux négociations intra-afghanes, la violence et les pertes civiles restent très élevées. Toutes les parties doivent faire de la protection des civils leur priorité absolue. C'est important pour restaurer la confiance du peuple afghan et pour créer un espace pour les pourparlers de paix. L'Indonésie condamne fermement toutes les attaques contre les femmes et les enfants, les infrastructures critiques telles que les hôpitaux et les écoles, ainsi que les travailleurs humanitaires, les défenseurs des droits de l'homme, les médias et autres parties innocentes. Les responsables doivent répondre de leurs actes. Nous engageons également les parties à respecter la résolution 2532 (2020), qui appelle à un cessez-le-feu mondial. Par ailleurs, nous sommes préoccupés par les activités terroristes et la culture de stupéfiants. Nous sommes favorables à un renforcement de la coopération entre toutes les entités concernées afin de lutter contre le terrorisme et les stupéfiants, notamment par l'intermédiaire de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Troisièmement, nous soulignons le rôle important joué par les pays de la région et la communauté internationale, notamment la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Alors que commence le chemin qui conduira à la

reconstruction et au redressement post-conflit, une croissance économique durable est nécessaire pour que l'Afghanistan connaisse la stabilité et la sécurité après le conflit. La coopération régionale et l'appui de la communauté internationale, y compris de la MANUA, seront indispensables.

Pour sa part, l'Indonésie continue à soutenir des programmes de renforcement des capacités dans divers domaines, notamment l'autonomisation des femmes en Afghanistan. Nous restons déterminés à aider le pays, notamment en facilitant le processus de paix. En notre qualité de rédacteur sur le dossier afghan, aux côtés de l'Allemagne, nous continuerons également de mobiliser un soutien efficace pour le pays, notamment avec le renouvellement en temps voulu d'un mandat de la MANUA de haute qualité.

Annexe VIII**Déclaration de M. Abdou Abarry, Représentant permanent du Niger
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et français]

Je voudrais tout d'abord remercier M^{me} Lyons pour sa présentation. Le Niger reconnaît le bon travail réalisé par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) dans la promotion de la paix, de la gouvernance et du développement au profit de tous les Afghans. Nous savons ô combien la coordination entre toutes les entités des Nations Unies et les autres acteurs humanitaires afin de maximiser l'efficacité des actions de M^{me} Lyons est importante, surtout en ces temps de pandémie qu'est la maladie à coronavirus (COVID-19). Je tiens également à dire à M. Mohseni combien nous apprécions sa présence et ses remarques à l'occasion de ce débat. Son leadership dans la promotion d'une presse libre et des femmes journalistes l'honore.

Comme nous l'avons réitéré à maintes reprises, la paix en Afghanistan ne pourra intervenir qu'à travers une solution politique négociée. Dans cet esprit de recherche de la paix et de la stabilité en tant que priorité, nous saluons les dernières mesures prises par le Gouvernement afghan, notamment la libération des 4 600 prisonniers. Nous fondons l'espoir que tous les autres obstacles restants seront résolus, ouvrant enfin la voie au dialogue intra-afghan. Dans le même esprit, ma délégation voudrait souligner la nécessité d'une réduction de la violence, autre étape qui contribuerait positivement à la consolidation de la paix et la réconciliation dans ce pays. Comme dans toute bonne solution négociée, la protection des droits constitutionnels des femmes afghanes dans le cadre du processus de paix et la préservation des acquis des deux dernières décennies, notamment les droits de l'homme et les droits des minorités tels qu'ils figurent dans la Constitution, doivent être protégées et renforcées.

En conclusion, je voudrais souligner l'importance du soutien de la communauté internationale au peuple afghan, notamment dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la lutte contre le terrorisme et la pandémie actuelle de COVID-19. Nous encourageons les amis de l'Afghanistan et les pays donateurs à poursuivre leur soutien indispensable à un moment crucial de l'histoire du pays.

Annexe IX

Déclaration de M^{me} Anna Evstigneeva, Représentante permanente adjointe de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'emblée, qu'il me soit permis d'exprimer nos plus sincères condoléances à nos amis afghans – au peuple et au Gouvernement afghans – à la suite des crues soudaines sans précédent qui ont touché près de 3 000 familles et fait des dizaines de victimes.

Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), Deborah Lyons, de ses observations et de son évaluation de la situation en Afghanistan. Nous estimons que la MANUA a un rôle important à jouer dans la coordination de l'assistance internationale accordée à l'Afghanistan. La Fédération de Russie appuie le mandat et les activités de la Mission. Nous remercions également le Directeur général de MOBY Group, Saad Mohseni, de son exposé, et la Représentante permanente de l'Afghanistan, l'Ambassadrice Adela Raz, de sa déclaration.

Nous avons étudié attentivement le récent rapport du Secrétaire général sur les activités et les efforts menés par l'ONU en Afghanistan (S/2020/809). Le pays se trouve maintenant à la croisée des chemins, et le désir nourri de longue date par son peuple de saisir l'occasion qui lui offre de parvenir à une paix durable est manifeste. Il est grand temps de concentrer tous les efforts sur la promotion de la réconciliation nationale, qui permettra de mettre un terme à la longue guerre sévissant dans le pays et conduira à la renaissance d'un Afghanistan pacifique, uni et indépendant, débarrassé du terrorisme et de la criminalité liée à la drogue.

Je tiens à réaffirmer une fois de plus l'engagement de la Russie envers l'Afghanistan. Nous continuerons d'appuyer le processus de paix inclusif, dirigé et contrôlé par les Afghans. Un règlement politique ouvert à tous, incluant les représentants de toutes les parties, des minorités ethniques et religieuses, des groupes sociopolitiques et des femmes, est au cœur de nos efforts. En tant qu'amie et partenaire de l'Afghanistan, la Russie a toujours été et sera toujours prête à faciliter les négociations. Nous voulons aider les parties afghanes à trouver un accord acceptable pour tous et à parvenir à une paix durable. Tel le but des efforts que nous déployons au sein de la troïka plus le Pakistan et de nos échanges avec toutes les parties afghanes.

Le démarrage rapide des négociations intra-afghanes reste notre priorité absolue. Nous prenons note des récents progrès réalisés s'agissant de la libération de prisonniers. Nous espérons que tous les obstacles restants seront levés dans les prochains jours et qu'il n'y aura plus de retard dans le lancement rapide de négociations intra-afghanes sans exclusive. Faute de quoi, ce fragile processus de paix sera tout simplement mis en péril. Nous croyons fermement que les membres du Conseil de sécurité doivent une fois de plus parler d'une seule voix sur l'importance d'accélérer l'ouverture des pourparlers.

Sur cette toile de fond, les conditions de sécurité demeurent instables en Afghanistan. Nous sommes gravement préoccupés par la présence continue de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) en Afghanistan. Des actes de terrorisme majeurs se produisent régulièrement dans diverses villes afghanes, dont Kaboul. Cela montre clairement que l'EIIL reste très vivace dans les parties nord et est du pays. Il est trop tôt pour célébrer sa défaite dans la région : nous sommes préoccupés par les cellules dormantes de l'EIIL dans le nord-est de l'Afghanistan et par la diversification de ses méthodes et canaux de recrutement de civils dans ses rangs, en particulier de jeunes

Afghans. L'EIIL fait peser une menace concrète sur la sécurité de l'Afghanistan et de ses voisins, les pays d'Asie centrale et les régions méridionales de la Russie. Nous sommes intimement convaincus que ce problème ne doit pas être sous-estimé.

Un autre problème est celui de la drogue en Afghanistan, une menace qui demeure très préoccupante pour le pays ainsi que pour la région et pour le monde dans son ensemble. La culture, la production, le commerce et le trafic de drogue sont d'importantes sources de revenus pour le terrorisme. Nous nous inquiétons des retards dans la publication du *Afghanistan Opium Survey*, l'enquête annuelle sur l'opium en Afghanistan réalisée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Nous espérons vivement que tous les obstacles seront levés à cet égard. Le problème de l'opium doit être totalement éradiqué. Nous sommes prêts à nous acquitter de nos obligations en soutenant les efforts collectifs contre cette menace, notamment par notre participation active à l'ONUDC, ainsi qu'à l'Organisation du Traité de sécurité collective et à l'Organisation de Shanghai pour la coopération. La Russie continue à former les brigades de lutte contre les stupéfiants venues d'Afghanistan, du Pakistan et des pays d'Asie centrale, et à apporter une assistance régulière dans le cadre de l'Initiative du Pacte de Paris, l'initiative mondiale mise en place par l'ONUDC.

L'Afghanistan a besoin de l'appui total et de toute l'attention de la communauté internationale, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Nous croyons sincèrement que les acteurs de la région peuvent et doivent jouer un rôle important dans la promotion du processus de paix. Leur coopération et leur assistance sont essentielles pour la paix, la stabilité et le développement durable de l'Afghanistan.

Annexe X**Déclaration de M^{me} Diani Jamesha Prince, Conseillère à la Mission permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Tout d'abord, nous remercions le Président du Conseil de sécurité d'avoir convoqué la réunion d'aujourd'hui et nous remercions M^{me} Deborah Lyons et M. Saad Mohseni de leurs exposés très instructifs.

Saint-Vincent-et-les Grenadines salue les efforts que continue de déployer la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour promouvoir un règlement politique et une paix durables en Afghanistan.

L'Afghanistan se trouve actuellement à un tournant, l'instabilité de la situation sur le plan politique et en matière de sécurité se trouvant aggravée par la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19), les catastrophes naturelles, l'insécurité alimentaire et d'autres préoccupations humanitaires. Les attentes vis-à-vis de l'ONU sont plus fortes que jamais, notamment pour ce qui est de diriger les efforts internationaux en vue d'une solution pacifique du conflit qui dure depuis près de deux décennies dans le pays et de coordonner la fourniture de l'aide humanitaire. Nous appelons les membres de la communauté internationale des donateurs à renouveler leur soutien à l'Afghanistan et à coopérer étroitement avec l'ONU pour faire en sorte que les besoins humanitaires urgents soient satisfaits.

Nous soulignons également l'importance du consensus régional, qui est indispensable pour le succès de la paix et de la réconciliation intra-afghane. Dans la perspective des prochaines négociations intra-afghanes, les partenaires de l'Afghanistan dans la région doivent s'engager de manière constructive à l'appui d'un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans. Nous invitons également les partenaires de la région à renforcer leurs relations avec le pays et à faciliter les pourparlers de paix directs avec les Taliban.

Dans le domaine de la sécurité, la situation en Afghanistan reste imprévisible et très instable. Nous condamnons fermement tous les actes de violence et d'intimidation dirigés contre les civils, les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, le personnel des Nations Unies et d'autres organisations humanitaires, ainsi que d'autres cibles collatérales. Nous redisons notre vive préoccupation face au nombre de victimes civiles recensé par la MANUA dans son bilan semestriel sur la protection des civils et réaffirmons notre plein appui à une politique de tolérance zéro pour lutter contre les graves violations des droits de la personne et du droit international humanitaire en Afghanistan, en particulier celles qui visent les femmes et les enfants. Les droits de tous les Afghans doivent être respectés, conformément à la Constitution afghane et au droit international. Nous nous faisons une fois de plus l'écho des appels du Secrétaire général à un cessez-le-feu global, indispensable pour la réussite des négociations intra-afghanes.

Pour conclure, nous réaffirmons notre ferme engagement envers la MANUA et la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de l'Afghanistan. Nous restons convaincus qu'une solution politique durable au conflit n'est possible que grâce à un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans, qui garantisse la participation pleine, effective et sur un pied d'égalité des femmes aux processus décisionnels à tous les niveaux.

Annexe XI

Déclaration de la Mission permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens à remercier M^{me} Deborah Lyons, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), ainsi que M. Saad Mohseni, Directeur général de MOBY Group, de leurs exposés riches en informations. Nous souhaitons également la bienvenue au Conseil à la Représentante permanente de l'Afghanistan, l'Ambassadrice Raz, et la remercions de sa déclaration.

Je voudrais saisir cette occasion pour présenter les sincères condoléances de l'Afrique du Sud au peuple et au Gouvernement afghans à la suite des pertes en vies humaines causées par les dévastations provoquées par les inondations soudaines et extrêmement fortes de ces dernières semaines. Les catastrophes naturelles, telles que celles qui ont ravagé le pays ces dernières semaines, continuent d'exacerber la situation humanitaire de l'Afghanistan, pourtant déjà préoccupante en raison de la persistance de la violence, de l'insécurité alimentaire élevée et des difficultés supplémentaires causées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

L'Afrique du Sud se félicite à cet égard des mesures prises par le Gouvernement afghan et la MANUA pour limiter la propagation du virus et y faire face, et elle appelle la communauté internationale à poursuivre son soutien au peuple afghan en veillant à ce que les équipements et les fournitures médicales nécessaires soient mis à la disposition de tous ceux qui en ont besoin.

La seule façon de parvenir à une paix durable en Afghanistan est de mettre en place un processus de paix dirigé et pris en main par les Afghans, ainsi que des négociations intra-afghanes ouvertes à tous. À cet égard, l'Afrique du Sud se félicite de l'annonce récente par le Président Ghani de la nomination des membres du Haut Conseil pour la réconciliation nationale, dirigé par M. Abdullah Abdullah. En outre, nous demandons instamment aux dirigeants afghans d'adhérer pleinement aux dispositions de l'accord politique signé en mai 2020 et de renforcer leur coopération pour appliquer cet accord dans son intégralité, notamment en ce qui concerne la formation du Cabinet et les nominations à d'autres postes gouvernementaux. Nous espérons donc que les parties sauront faire fond sur ces avancées encourageantes en imprimant un nouvel élan en faveur du démarrage rapide des négociations intra-afghanes.

À cet égard, il est indispensable de prendre en compte la voix de toutes les composantes de la société, et l'Afrique du Sud soutient la nécessaire inclusion des femmes dans les négociations de paix afghanes. La vision, les perspectives et les approches incomparables qu'apportent les femmes sont fondamentales à l'édification d'un Afghanistan sûr et pacifique. Nous savons que toutes les femmes impliquées à tous les niveaux du processus de paix continueront à jouer un rôle actif à cette fin. L'enjeu est notamment de veiller à ce que les progrès réalisés au cours des deux dernières décennies dans le rétablissement des droits fondamentaux des femmes et des filles soient préservés, et de faire en sorte que l'avenir de toutes les femmes et de toutes les filles afghanes soient un avenir marqué par de plus grandes possibilités et avancées.

Pour que ces pourparlers de paix intra-afghans soient fructueux, il faut que les hostilités cessent afin de créer un environnement propice. Nous demandons donc à toutes les parties de renoncer à leurs actions violentes, d'autant que cette violence touche les membres les plus vulnérables de la société, à savoir les femmes et les enfants.

L'Afrique du Sud demeure en effet extrêmement préoccupée par l'ampleur, la gravité et la récurrence des violations et des atteintes subies par les enfants en Afghanistan. Tous les auteurs de violations graves contre les enfants doivent être traduits en justice et tenus de rendre des comptes, ce qui suppose notamment des enquêtes rapides, systématiques, impartiales et indépendantes ainsi que des poursuites et des condamnations, le cas échéant.

Pour conclure, je voudrais exprimer ma gratitude aux dirigeants, aux contingents et au personnel de la MANUA, qui opèrent tous dans un environnement difficile. L'engagement continu de la MANUA avec les parties prenantes nationales, régionales et internationales, ses efforts pour mettre fin à la violence, son travail en faveur d'un cessez-le-feu, ses initiatives pour encourager des négociations intra-afghanes et des mesures de confiance sont autant d'éléments nécessaires et importants pour l'instauration durable de la paix, de la sécurité et de la prospérité en Afghanistan et dans toute la région.

Annexe XII**Déclaration de M. James Roscoe, Représentant permanent adjoint par intérim du Royaume-Uni et de l'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Lyons, de ses observations. Je vous félicite, Monsieur le Président, d'avoir pris l'initiative d'inviter M. Mohseni à faire un exposé au Conseil aujourd'hui et à nous présenter une perspective de l'évolution de l'Afghanistan et, comme vous l'avez entendu, du dynamisme de la société civile et des médias.

J'ai été touché par sa vision d'un Afghanistan pacifique où les Afghans vivent à l'abri de la guerre et peuvent réaliser leur plein potentiel. J'ai également été frappé par le sondage qu'il nous a présenté et qui nous montre l'avenir que les Afghans veulent vraiment. Je pense qu'il est important pour nous, au Conseil de sécurité, de tenir compte de ces informations et d'y réfléchir.

Je pense que sa vision a clarifié pour nous les objectifs du processus de paix en Afghanistan, que nous tous ne demandons qu'à appuyer. Nous – le peuple afghan et la communauté internationale – n'œuvrons pas seulement en faveur de la fin du conflit, aussi crucial que soit cet objectif. Nous nous efforçons de faire en sorte que les Afghans, quels que soient leur groupe ethnique, leur tribu, leur sexe et leurs origines, puissent vivre dans un pays en paix où ils peuvent faire confiance à des institutions bien gouvernées et responsables, où ils peuvent jouir pleinement de leurs droits fondamentaux et où ils peuvent construire leur avenir pour eux-mêmes, pour leurs familles et pour leurs communautés.

C'est pourquoi il est essentiel que les prochaines négociations inter-afghanes soient pleinement ouvertes à tous et aboutissent à une paix durable et pérenne. Cela signifie qu'il faut garantir une justice transitionnelle efficace et rapide pour les victimes du conflit, ainsi que la protection et la promotion des droits, comme la liberté d'expression, comme M. Mohseni l'a souligné aujourd'hui.

Cela signifie également que les groupes qui ont tant souffert sous le régime des Talibans doivent pouvoir être confiants que leurs droits seront protégés. C'est pourquoi le Royaume-Uni, en sa qualité de Coprésident du Groupe des amis des femmes en Afghanistan, a fait de la participation des femmes et des jeunes filles au processus de paix et de la protection de leurs droits une priorité ici à New York, et en Afghanistan, dans le cadre des travaux de notre ambassade à Kaboul. Je saisis cette occasion pour remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Lyons, de sa participation à la réunion portant cette question que nous avons coorganisée avec l'Afghanistan, l'Allemagne et l'Indonésie en juillet, selon la formule Arria.

Telle est notre vision, et aujourd'hui, nous sommes plus que jamais près de la réaliser. Nous avons été heureux d'apprendre de la bouche de la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Lyons, que les négociations inter-afghanes commenceront dans quelques jours. Il est fort possible que l'Afghanistan et son peuple soient sur le point de prendre un nouveau départ. Comme l'a dit M^{me} Lyons, nous avons plus que jamais des raisons d'espérer que le conflit va prendre fin. Toutefois, nous sommes également au début d'un processus qui sera long et difficile. Chacun de nous devra apporter son appui à cet égard.

Nous félicitons le Gouvernement afghan d'avoir pris des mesures audacieuses pour lever tous les obstacles, rendant ainsi possible ce moment. Nous félicitons également l'équipe de négociation de la République islamique d'Afghanistan pour ses préparatifs, notamment les contacts avec les groupes de femmes et d'autres acteurs de la société civile dans tout le pays. Nous prenons note des efforts qui continuent d'être

déployés pour former le Cabinet et le Haut Conseil pour la réconciliation nationale et nous espérons que tous les membres de ces deux institutions seront nommés et pourront commencer leurs travaux sans plus tarder.

Toutefois, il y a deux parties à ces négociations. Je tiens à souligner que les Taliban doivent eux aussi démontrer qu'ils sont un partenaire crédible pour la paix. Cela signifie ce qui suit.

Premièrement, ils doivent mettre fin à la violence dès maintenant. Ils ne peuvent pas s'attendre à être réintégrés dans la société afghane alors qu'ils continuent d'attaquer des hommes, des femmes et des enfants afghans et de leur faire du mal.

Deuxièmement, ils doivent respecter l'engagement qu'ils ont pris de lutter contre le terrorisme en se dissociant complètement de tous les groupes terroristes, notamment Al-Qaida, et en condamnant tous les actes terroristes en Afghanistan, qui continuent à faire trop de victimes innocentes.

Troisièmement, ils doivent participer en toute bonne foi aux négociations à venir.

En ce qui concerne les rôles du Royaume-Uni et de la communauté internationale, le Royaume-Uni est prêt à apporter son appui au prochain processus de paix, à tous les stades. Par ailleurs, nous appuyons pleinement les efforts déployés par la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Lyons, et l'ONU pour faciliter ces pourparlers. En tant que l'un des principaux donateurs en Afghanistan, le Royaume-Uni fournit une assistance par l'entremise du Plan de réponse humanitaire global COVID-19, et, avec nos partenaires, nous sommes en train d'examiner les voies et moyens d'aider l'Afghanistan à atténuer à la fois les effets sanitaires immédiats et, ce qui est essentiel, les graves conséquences socio-économiques, comme l'a indiqué M^{me} Lyons.

Nous travaillons également en étroite collaboration avec la Finlande, l'ONU et d'autres partenaires pour préparer les réunions qui se tiendront dans le courant de l'année en vue de garantir la stabilité financière de l'Afghanistan dans l'immédiat et de définir les futurs paramètres de l'appui à moyen terme de la communauté internationale de donateurs en faveur de l'Afghanistan.

Hier à Londres, le Royaume-Uni a créé le nouveau Foreign, Commonwealth & Development Office. Nous continuerons à tout mettre en œuvre sur le plan diplomatique et à mettre à profit notre expertise en matière de développement pour accompagner le peuple afghan en ce moment crucial. Nous nous associons à l'optimisme pragmatique et prudent de M. Mohseni et de M^{me} Lyons, Représentante spéciale du Secrétaire général.

Annexe XIII**Déclaration de M^{me} Kelly Craft, Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Lyons, de son exposé et de sa direction compétente des activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) en faveur de la paix, des droits humains, de l'autonomisation des femmes et du développement économique en Afghanistan. Je remercie également M. Mohseni de son action en faveur de la promotion de la liberté d'expression en Afghanistan.

Je voudrais tout d'abord évoquer la série d'attaques ciblées qui ont eu lieu récemment à Kaboul et dans ses environs. Ces attaques sont répréhensibles et doivent cesser immédiatement. Elles portent atteinte à la sûreté et à la sécurité des habitants et des travailleurs de Kaboul et mettent en péril les efforts de ceux qui œuvrent pour la paix. Par exemple, M. Abdul Baqi Amin, un universitaire et un militant fermement engagé en faveur de la paix, fait partie des personnes qui ont été prises pour cible et qui ont été tuées ces dernières semaines. Les États-Unis condamnent cet acte et tous les autres actes terroristes, et nous présentons nos sincères condoléances à sa famille, à ses amis et à tous ceux qui ont été touchés par ces explosions et ces meurtres.

Nous exhortons toutes les parties à agir rapidement pour empêcher les auteurs de troubles d'ébranler la foi de ceux qui réclament la paix maintenant, alors que l'Afghanistan est sur le point de faire des progrès inédits en ce qui concerne son processus de paix. Le décret du Président Ghani en vue de la libération par le Gouvernement des membres des Taliban, suite à la courageuse décision de la *loya jirga*, ouvre la voie aux prochaines étapes du processus de paix et au lancement, dans un avenir proche, des négociations inter-afghanes.

Les États-Unis se félicitent de la décision récente du Gouvernement afghan de parachever la composition du Haut Conseil pour la paix et la réconciliation nationale et de pourvoir la majorité des postes du Cabinet. Les retards dans la mise en œuvre de l'accord politique conclu en mai entre le Président Ghani et M. Abdullah risquent d'entraver les progrès en ce qui concerne le processus de paix et les réformes de la gouvernance, ainsi que l'action du Gouvernement pour lutter contre la maladie à coronavirus. La mise en place d'un Gouvernement inclusif et unifié s'impose dans l'intérêt de tous les Afghans, en cette période cruciale.

Un autre élément nécessaire pour un Afghanistan prospère et sûr est la participation véritable des femmes au processus de paix. Leur rôle essentiel va au-delà de la résolution des problèmes qui les concernent uniquement. Leur participation est essentielle pour assurer des progrès économiques et la stabilité en Afghanistan, raison pour laquelle la protection et la promotion de leurs droits sont d'une importance capitale. Les États-Unis ont indiqué clairement ce qui se passera si ces droits ne sont pas maintenus : aucun Gouvernement afghan, actuel ou futur, ne devrait compter sur le soutien des donateurs internationaux s'il restreint ou réprime les droits de l'homme et les libertés fondamentales des femmes et des filles.

Je voudrais m'arrêter un instant pour dire quelque chose qui, je le crois vraiment, doit être dit : il est tout à fait cruel et incompréhensible que nous devions nous enthousiasmer pour quelque chose qui devrait aller de soi. Pourquoi les femmes afghanes ont-elles été si marginalisées ? On pourrait faire valoir que si les femmes avaient pleinement participé au développement de leur pays, l'Afghanistan n'aurait pas été freiné aussi longtemps et ne serait pas confronté

à un chemin aussi difficile aujourd'hui. Depuis quand les femmes doivent-elles justifier leur rôle dans l'humanité ? Les hommes négocient-ils leur place ? Le leadership des femmes dans la région n'est pas nouveau. Rappelons-nous Indira Gandhi et Benazir Bhutto.

Nous devons être reconnaissants pour les progrès réalisés, même s'il reste encore beaucoup à faire. Les femmes représentent quatre des 21 membres de l'équipe de négociation de la République islamique d'Afghanistan, et nous croyons fermement que ces femmes doivent avoir la possibilité de se faire entendre. C'est pourquoi nous sommes consternés par la récente tentative d'assassinat sur la vie de la négociatrice M^{me} Fawzia Koofi. Nous condamnons fermement cette attaque et espérons qu'elle ne dissuadera pas les femmes afghanes de continuer à s'exprimer avec courage et conviction sur l'avenir de leur pays.

En attendant, l'Administration Trump continue de donner suite à son engagement de longue date envers l'Afghanistan en fournissant une aide humanitaire essentielle, reconnaissant que les crises humanitaires de l'Afghanistan ne font que s'aggraver les unes les autres. Rien que depuis le début de l'année fiscale 2020, les États-Unis ont fourni près de 99 millions de dollars en assistance humanitaire à l'Afghanistan. En plus de ces 99 millions de dollars, les États-Unis ont fourni plus de 24 millions de dollars d'aide humanitaire et environ 35 millions de dollars d'aide au développement pour soutenir la réponse à la pandémie de maladie à coronavirus en Afghanistan.

Je voudrais profiter de ce moment pour remercier nos militaires de nos travailleurs humanitaires, hommes et femmes, qui ont été tués ou blessés en essayant d'aider l'Afghanistan à construire un avenir meilleur.

Enfin, comme les membres du Conseil le savent, nous sommes en train de négocier un nouveau mandat pour la MANUA. Alors que le processus de négociation intra-afghan commence, nous devons nous assurer que le mandat de la MANUA est particulièrement clair et solide en ce moment charnière de l'histoire. Nous devons tous faire montre de discipline et de volonté politique afin d'axer le mandat sur les questions fondamentales qui donneront à la MANUA les moyens d'appuyer le Gouvernement et le peuple afghans.

Les États-Unis veulent un Afghanistan souverain, unifié et démocratique qui soit en paix avec lui-même et avec ses voisins. Je voudrais exprimer à nouveau ma gratitude à l'ONU et aux autres partenaires internationaux pour leur soutien au renforcement des institutions démocratiques de l'Afghanistan et au processus de paix.

Les nations proches et voisines méritent également d'être félicitées pour le rôle constructif qu'elles ont joué en appui aux réfugiés et à l'aide humanitaire qui a été déterminante dans la vie de tant d'Afghans. Ensemble, nous devons tous continuer à aider l'Afghanistan à bâtir un meilleur avenir pour le peuple afghan.

Annexe XIV

Déclaration de la Mission permanente de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies

L'Australie se félicite des progrès réalisés dans les négociations intra-afghanes et est prête à apporter son soutien là où elle le peut.

Nous apprécions les progrès réalisés dans la nomination des membres du Cabinet et des représentants au Haut Conseil pour la paix et encourageons toutes les parties prenantes à travailler ensemble pour mener à terme ces nominations par le biais du Parlement.

L'Afghanistan a besoin d'un gouvernement fort, stable et unifié pour venir à bout des obstacles à la paix et au développement et de la maladie à coronavirus (COVID-19).

L'Australie exhorte toutes les parties à profiter de la dynamique des récents cessez-le-feu de l'Eïd al-Adha et de l'Eïd al-Fitr pour réduire la violence et commencer à négocier un accord de paix intra-afghan complet, durable et résilient.

Un obstacle important à la paix est le niveau élevé et constant de violence. Nous condamnons fermement toutes les attaques contre les civils et nous demandons que l'on ne s'en prenne plus aux défenseurs des droits de l'homme et aux négociateurs de paix. Nous condamnons, dans les termes les plus fermes, la tentative d'assassinat de Fawzia Koofi, membre de l'équipe de négociation du Gouvernement afghan.

L'Australie encourage toutes les parties aux négociations intra-afghanes à être inclusives et consultatives en vue d'un avenir pacifique. Les droits des femmes et des filles, et l'inclusion des jeunes, sont d'une importance fondamentale pour le succès et la durabilité du processus de paix en Afghanistan. Nous demandons à toutes les parties de veiller à ce que la voix des femmes et des filles soit prise en compte dans chaque étape du processus de paix, en reconnaissant que la participation des femmes est essentielle pour l'avenir de l'Afghanistan en tant qu'économie moderne intégrée à la région et au reste du monde.

L'Afghanistan a besoin que ses femmes et ses jeunes jouent un rôle égal dans le développement, en s'appuyant sur les acquis, mais aussi en atteignant de nouveaux sommets. Une société saine, sûre et éduquée a besoin de femmes qui travaillent dans le domaine de la santé, qui enseignent et qui participent à la vie économique.

L'Australie s'attend à des progrès continus sur les acquis durablement acquis au cours des 19 dernières années, y compris de nouveaux progrès sur les droits des femmes et des filles.

L'Australie reste préoccupée par l'impact de la COVID-19 sur le peuple afghan. L'ampleur de la crise exige une réponse énergique de toutes les parties pour éviter une nouvelle vague de pauvreté et de désespoir. L'Australie se fait l'écho des appels du Président afghan, du Secrétaire général et de la Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Lyons, en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire, qui constitue la meilleure chance pour l'Afghanistan de combattre cette épidémie mortelle.

Il y a 14 millions d'Afghans qui ont un besoin urgent d'aide humanitaire – dont près de 4 millions sont au bord de la famine. C'est pourquoi nous encourageons la communauté internationale à répondre à leurs besoins. Nous avons réagi en

axant notre programme de développement sur l'aide, notamment le soutien aux interventions humanitaires et sanitaires.

Nous voudrions souligner l'importance de saisir l'occasion. L'heure est à la paix et il existe un réel espoir de parvenir à un règlement durable qui consolidera, protégera et mettra à profit les acquis des 19 dernières années en Afghanistan, en particulier pour les femmes et les filles.

Nous continuerons à travailler en étroite collaboration avec le Gouvernement afghan, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, l'OTAN et les autres pays qui nous soutiennent afin de contribuer à mettre fin au désespoir et au conflit qui perdurent en Afghanistan.

Annexe XV**Déclaration de la Délégation permanente de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Turquie, la République de Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; et le Liechtenstein, pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie, s'associent à cette déclaration.

Un Afghanistan pacifique et prospère, exempt de terrorisme, est essentiel non seulement pour sa propre stabilité et son développement, mais aussi pour celui de toute la région et au-delà. Un règlement politique négocié menant à la paix doit résulter d'un processus de paix inclusif, contrôlé et dirigé par les Afghans. Le processus de paix doit être construit sur les acquis démocratiques et les droits de l'homme de la République islamique d'Afghanistan depuis 2001.

L'Union européenne et ses États membres invitent instamment le Gouvernement afghan et les Taliban à saisir l'occasion historique qui s'offre actuellement de parvenir à une paix durable et à une véritable réconciliation et à engager des négociations intra-afghanes. Cela marquera une étape importante vers la paix que le peuple afghan mérite et réclame depuis longtemps. Nous appelons les parties à accompagner le début des pourparlers de paix d'un cessez-le-feu qui mettrait fin aux souffrances inutiles et créerait les conditions propices au succès des négociations. Nous exhortons également les voisins de l'Afghanistan et les acteurs régionaux à œuvrer activement et honnêtement à la promotion d'un règlement pacifique du conflit, et soulignons la nécessité de garantir la participation active des femmes aux négociations.

Le processus politique doit renforcer l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'ordre constitutionnel et l'unité nationale de l'Afghanistan. À cette fin, l'Union européenne œuvre avec toutes les parties pour faire en sorte que les négociations de paix soient inclusives et répondent au souhait des Afghans de vivre dans un pays pacifique, sûr et prospère, qui offre de nouvelles possibilités à tous ses citoyens et dans lequel les droits sont respectés et les groupes vulnérables protégés.

L'Union européenne et ses États membres sont prêts à appuyer les parties, alors qu'elles s'engagent dans ce processus de paix, et appelle de leurs vœux le lancement immédiat de négociations intra-afghanes véritablement représentatives, dans lesquelles les voix de tous les Afghans, y compris celles et ceux appartenant à des minorités, sont véritablement représentées. L'Union européenne note en particulier que l'Afghanistan s'est engagé à renforcer la participation effective des femmes au processus de paix dans son plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité. Les négociations intra-afghanes doivent conduire à un processus démocratique équitable et donc renforcer les droits et libertés fondamentaux de tous les Afghans.

L'Union européenne et ses États membres restent préoccupés par les niveaux inacceptables de violence, notamment la violence sexuelle et fondée sur le genre, qui persistent en Afghanistan même après la conclusion de l'accord de Doha, et les condamnent. La position de l'Union européenne demeure claire et inchangée : l'Afghanistan a besoin d'un cessez-le-feu global pour accompagner les négociations de paix et créer un environnement propice à une paix durable dans le pays et à la stabilité dans la région. L'Union européenne et ses États membres appuient pleinement les récentes résolutions du Conseil de sécurité et l'appel lancé le 23 mars par le Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial, qui sont restés lettre morte à ce jour.

Le Gouvernement afghan a jusqu'à présent prouvé qu'il était prêt à entamer des pourparlers. La *loya jirga* (« assemblée »), composée de dirigeants politiques et de sages afghans, a envoyé dans ses dernières recommandations un signal fort de paix, de compromis et de bonne volonté, notamment en recommandant la libération de milliers de prisonniers condamnés pour les pires crimes. Les Taliban doivent maintenant démontrer leur volonté de paix, en s'engageant dans des négociations par le dialogue et en acceptant un véritable cessez-le-feu, comme le mérite le peuple afghan. Une paix durable ne peut être obtenue à n'importe quel prix ni se construire sur l'impunité.

L'Union européenne et ses États membres, ainsi que l'ONU et la communauté internationale, ont démontré leur volonté de continuer à appuyer le processus et de garantir les meilleures conditions pour parvenir à un règlement politique durable. Nous appuyons les efforts déployés par la mission Resolute Support sous la conduite de l'OTAN pour continuer de fournir une formation, des conseils et une assistance aux forces et institutions de sécurité afghanes.

L'adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité, le 10 mars, de la résolution 2513 (2020), que l'Union européenne soutient pleinement, va dans ce sens. Le message envoyé par le Conseil de sécurité était clair : la communauté internationale est prête à appuyer de manière constructive le début de négociations intra-afghanes en vue d'une paix durable en Afghanistan, mais les engagements doivent être respectés et les sanctions ne seront pas automatiquement assouplies ni levées sur la seule base de l'engagement réel des parties en faveur de la paix.

L'appui durable de l'Union européenne à la paix et au développement en Afghanistan ne sera pas inconditionnel mais évalué en fonction des progrès politiques et de l'engagement des parties au conflit en faveur d'un processus de paix véritable. La contribution européenne sera ancrée dans son approche transparente, démocratique et fondée sur des valeurs et des principes, notamment la sauvegarde des droits de la personne et des libertés fondamentales de tous les Afghans, y compris les femmes, les jeunes, les groupes minoritaires et les victimes de la guerre, qui doivent être préservés et davantage promus.

L'Union européenne espère également que des réformes structurelles fortes seront menées, notamment pour consolider l'état de droit, promouvoir la bonne gouvernance et mieux lutter contre la corruption, l'immigration clandestine et le trafic de drogue, ainsi que pour améliorer plus encore la coopération en matière de réadmission. L'appui financier reste avant tout un engagement politique. Nous rappelons que l'Union européenne, avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et les partenaires internationaux, a mobilisé des ressources importantes pour épauler le Gouvernement dans sa lutte contre la corruption. Il est essentiel de garantir aux donateurs que les fonds sont utilisés de manière efficace et appropriée. Un ralentissement ou un échec des réformes maintenant signifierait une perte de ces investissements, mais aussi une perte de crédibilité pour l'Afghanistan. Par conséquent, les partenaires internationaux suivront attentivement les progrès réalisés. À ce stade, un signal fort et positif s'impose.

La conférence sur l'Afghanistan qui se tiendra à Genève en novembre 2020 sera une occasion importante pour la communauté internationale de confirmer le maintien de son engagement, y compris sur le plan financier, en faveur d'un Afghanistan pacifique, prospère et autonome. L'Afghanistan se trouve à un moment charnière et a besoin de notre soutien à tous, maintenant plus que jamais. L'Union européenne réaffirme son plein soutien au Gouvernement afghan, à la Finlande et à l'ONU pour l'organisation de cette conférence.

La propagation de la pandémie de maladie à coronavirus dans le pays et l'absence d'un système de soins de santé sont également très préoccupantes.

Enfin, l'Union européenne reconnaît pleinement le rôle crucial joué par la MANUA et tous les organismes des Nations Unies pour aider le peuple afghan, appuyer la paix et la réconciliation, surveiller et promouvoir les droits de l'homme et mettre en œuvre les engagements pris à la conférence ministérielle sur l'Afghanistan qui s'est tenue en novembre 2018. L'Union européenne continuera d'appuyer pleinement la MANUA et de coopérer étroitement avec elle sur le terrain et dans tous les cadres internationaux connexes, dans l'intérêt ultime de l'Afghanistan.

Annexe XVI

Déclaration de M. Majid Takht Ravanchi, Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le peuple afghan se trouve actuellement à une étape cruciale dans la lutte qu'il mène depuis plusieurs décennies pour surmonter l'insécurité et l'instabilité et réaliser son aspiration tant attendue : une paix véritable et durable dans son pays. À cette fin, le lancement rapide du processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans, avec la participation de toutes les factions afghanes, y compris les Taliban et d'autres groupes et minorités politiques, ethniques et religieux, bénéficie d'un fort soutien national, régional et international.

Outre la préservation des gains réalisés par l'Afghanistan, en particulier la Constitution du pays et son système politique, mais aussi la garantie des droits des femmes et de toutes les minorités ethniques et religieuses, ce processus doit également viser à établir des bases solides pour une paix globale et pérenne et un développement socioéconomique durable dans le pays.

Une paix véritable et durable ne peut être dictée ni imposée. Le droit de décider de l'avenir de l'Afghanistan appartient exclusivement aux Afghans eux-mêmes. Cela doit être reconnu et respecté par tous. C'est pourquoi la communauté internationale, y compris les principaux acteurs régionaux et internationaux, doit encourager, faciliter et soutenir les efforts du peuple afghan visant à déterminer son propre avenir, tout en évitant de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Afghanistan. Dans le même temps, la prise en compte des intérêts légitimes de ses voisins garantira un appui régional à l'établissement d'une paix durable dans ce pays.

Les efforts du Gouvernement, tels que la formation du Haut Conseil pour la réconciliation nationale et la constitution de la délégation chargée des négociations de paix, de même que les récentes décisions de la jirga consultative pour la paix, témoignent du sérieux avec lequel il envisage la paix.

Pour assurer le succès du processus de paix, certaines mesures supplémentaires doivent être prises, la plus importante étant de s'entendre sur un cessez-le-feu, ce qui encouragera la confiance entre les parties en conflit. Ce cessez-le-feu ne doit toutefois pas concerner la lutte contre les activités des groupes terroristes, en particulier Daech qui multiplie les actes terroristes, mettant en danger la paix et la sécurité de l'Afghanistan et de toute la région, notamment par l'expansion de ses opérations en Asie centrale. Par ailleurs, une autre étape importante vers l'instauration de la paix en Afghanistan consiste à prendre des mesures efficaces pour contenir la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Parce c'est une condition préalable à un développement et à une stabilité socioéconomiques durables en Afghanistan, nous réitérons notre appel pressant au retrait, effectué de manière responsable et selon un calendrier précis, de toutes les forces étrangères présentes dans ce pays, quels que soient leur mandat et leur structure. Nous insistons aussi sur l'importance de soutenir et de renforcer les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes.

Dans le sillage des efforts intensifs que nous avons déployés pour rapprocher les deux parties au sein du Gouvernement afghan, ce qui a permis la conclusion d'un accord politique sur la formation du Cabinet, la République islamique d'Iran a également mené des consultations approfondies avec les dirigeants afghans et les acteurs régionaux et internationaux afin de faciliter les pourparlers de paix, et se tient prête à accueillir ces pourparlers si les parties le souhaitent.

En outre, dans la mesure où la paix ne peut être instaurée et maintenue en l'absence de développement socioéconomique, l'Iran, parallèlement à ses efforts diplomatiques en faveur de la paix, a poursuivi sa coopération avec le Gouvernement afghan dans des domaines tels que le commerce, les transports et la santé, avec entre autres projets le développement du port de Chabahar, qui sera utilisé par le Gouvernement afghan pour ses importations et ses exportations, et la construction de routes et de chemins de fer pour faciliter l'accès de l'Afghanistan à la haute mer et aux pays de l'Asie centrale.

Bien que nous n'épargnions aucun effort pour promouvoir nos relations économiques avec l'Afghanistan, les sanctions inhumaines imposées par les États-Unis à l'Iran ont eu un effet négatif sur les avantages que ces efforts peuvent apporter tant à l'Iran qu'à l'Afghanistan.

Enfin, l'Iran est prêt à soutenir les activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et réaffirme une fois de plus sa détermination à soutenir le peuple frère et le Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan.

Annexe XVII

Déclaration de M. Feridun Hadi Sinirlioğlu, Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Lyons, et M. Saad Mohseni pour leurs exposés, ainsi que la Représentante permanente de l'Afghanistan, l'Ambassadrice Raz, pour sa déclaration. Je remercie également le Secrétaire général de son rapport (S/2020/809).

Le caractère instable de la situation en matière de sécurité en Afghanistan demeure alarmant. La poursuite de la violence a des répercussions dévastatrices pour tous les Afghans, en particulier pour les groupes vulnérables, qui ont déjà énormément souffert plusieurs décennies durant.

Le Secrétaire général indique que les conditions de sécurité dans le pays mettent en péril la vie des enfants plus que tout autre groupe. L'ONU a recensé plus de 600 victimes parmi les enfants rien qu'au deuxième trimestre 2020. Le conflit continue également à faire de nombreuses victimes parmi les femmes et les filles.

Le fait que les civils et les travailleurs humanitaires soient délibérément pris pour cible est un rappel brutal que ceux qui entendent faire dérailler le processus de paix n'ont aucun scrupule à violer les valeurs humaines les plus fondamentales. Nous condamnons fermement ces attaques et réaffirmons notre plein appui à l'Afghanistan dans sa lutte contre le terrorisme.

En aggravant la pauvreté et en réduisant l'accès aux services essentiels, la maladie à coronavirus (COVID-19) a accru la vulnérabilité de la population civile. Fournir de manière durable des services de santé à ceux qui en ont besoin n'en est que plus indispensable, ce qui nécessite une action collective et un effort de coopération de la part du Gouvernement afghan et de la communauté internationale.

La propagation de la pandémie de COVID-19 en Afghanistan souligne un peu plus à quel point il est urgent de faire reculer la violence dans le pays. L'efficacité de la lutte contre la pandémie et la stabilité de l'Afghanistan dépendent de l'amélioration de la sécurité. Face à des défis aussi gigantesques, l'Afghanistan a plus que jamais besoin du soutien de la communauté internationale.

C'est pourquoi la Turquie a fourni une assistance sanitaire à l'Afghanistan, en guise de témoignage solide de sa solidarité avec le peuple afghan et d'illustration supplémentaire des relations profondément enracinées qui existent entre la Turquie et l'Afghanistan, relations dont nous fêterons le centenaire l'année prochaine.

Il y a aujourd'hui une chance historique d'instaurer la paix en Afghanistan. Le peuple afghan a d'urgence besoin d'une paix durable, et il faut saisir l'occasion offerte par la dynamique actuelle. En cette période charnière, l'unité est plus que jamais indispensable au sein des groupes politiques afghans afin de relever les tâches difficiles qui attendent l'Afghanistan dans l'optique de son avenir. Nous insistons sur l'importance que le processus de paix soit inclusif et dirigé et contrôlé par les Afghans.

Nous avons salué et soutenu l'accord signé entre les États-Unis et les Taliban le 29 février dernier, en vue d'ouvrir la voie à des négociations intra-afghanes pour instaurer une paix juste et durable dans le pays. La paix doit reposer sur les acquis des 19 dernières années. Nous devons préserver et renforcer le respect des droits fondamentaux. Il ne faut pas gaspiller tous les efforts que nous avons consentis en faveur de l'émancipation des femmes et des filles.

Nous souscrivons pleinement à l'appel de la communauté internationale à un cessez-le-feu humanitaire immédiat, qui est primordial pour créer un environnement propice aux pourparlers de paix.

Un consensus régional est indispensable pour une paix durable. Dans le même temps, nous constatons une multiplication des initiatives et des formats ayant pour but de garantir un soutien régional et international à une paix éventuelle. Les plateformes déjà en place et qui bénéficient de la présence de nombreux participants et d'une grande expertise, tel le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie », peuvent servir d'instance de coordination en ce moment critique et aussi être utiles pour soutenir les efforts de stabilisation une fois la paix signée. J'insiste ici sur le fait que la Turquie est disposée à contribuer aux efforts de paix aussi bien à titre national que dans le cadre de processus régionaux.

Dans la perspective de la conférence de Genève, nous espérons que les donateurs tiendront également compte des besoins croissants sur le terrain face à la pandémie. Pour la période 2018 à 2020, la Turquie avait promis 150 millions de dollars pour le développement de l'Afghanistan. À ce jour, nous avons mené près de 300 projets dans tout le pays, principalement axés sur l'éducation, la santé, la bonne gouvernance, le renforcement des capacités et l'agriculture. Nous continuerons à jouer notre rôle dans l'assistance au peuple afghan, notamment en termes de renforcement des capacités, d'éducation des filles et de développement des infrastructures de santé.

Qu'il me soit permis également de souligner que nous soutenons fermement le rôle central joué par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour aider le peuple afghan dans divers domaines. Nous espérons que les négociations concernant le renouvellement de son mandat seront menées à bien afin de permettre à la MANUA de poursuivre ses activités indispensables.

Enfin, la Turquie réaffirme son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de l'Afghanistan. Nous restons engagés en faveur du développement de l'Afghanistan sur tous les fronts, et nous continuerons à soutenir les aspirations du peuple afghan à un avenir pacifique, sûr et stable.
